



Questions sur l'ami du président

Selon EADS, la conversation que Raymond Levy, président du Conseil de surveillance du groupe Lagardère, aurait eu avec l'un des responsables d'Airbus sur les retards de fabrication du dernier né de la gamme, serait postérieure à la vente des actions du groupe par les Lagardère's boys (outre Arnaud, Noël Forgeard, Jean-Paul Gut). La saisie par la justice du carnet de l'ancien président de Renault ne serait donc pas la preuve d'un délit d'initié, réalisé avant une chute inévitable de la cote en bourse. « C'est un vrai scandale que Lagardère ait vendu 7,5 % de ses actions en avril et que l'on découvre en juin que l'A380 aurait deux ans de retard. Ils savaient tous, comme les gens de Daimler, que le cours allait s'écrouler » estime pourtant l'un des dirigeants du groupe. En réalité, EADS traverse de sérieuses turbulences depuis que son co-président, Arnaud Lagardère, a accepté, pour complaire au président Jacques Chirac, de démissionner Philippe Camus de la co-gérance avec les Allemands, afin d'y placer son protégé, Noël Forgeard. A l'époque, Nicolas Sarkozy, qui conseillait Arnaud Lagardère, aurait expliqué à Camus : « On ne peut pas toujours s'opposer au président, mais la République te donnera tout ce que tu veux. » « Je n'en veux pas de ta République » aurait répliqué Camus. Ce fut ensuite la saga de l'affaire Clearstream, qui éclaboussa Sarkozy et Villepin, et mit en lumière des liens incestueux, quasiment à la coréenne, entre la politique et l'industrie. Vinrent enfin les multiples interventions d'Arnaud Lagardère auprès de ses rédactions, toujours pour plaire mais, cette fois, à son « frère » Nicolas, qualifié de la sorte lors d'un séminaire du groupe auquel il participait : de la couverture de « Match » sur Cécilia à New York, qui entraîna l'éviction du directeur Alain Genestar, à l'intervention auprès du JDD pour caviarder un papier selon lequel la « First Lady » n'aurait pas voté. Voilà comment, à trop mélanger la politique et les affaires, un grand patron que l'on accuse de ne s'intéresser qu'au sport et sûrement pas à l'aéronautique, risque peu à peu de perdre sa crédibilité.

Réactions

Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, a jugé hier « un peu aberrante » la polémique autour d'Arnaud Lagardère. « Que le groupe Lagardère ait fait un bénéfice, c'est un fait », mais « tous les gens qui font des bénéfices ne sont pas forcément des tricheurs ». Quant à Benoit Hamon (PS), il a invité Nicolas Sarkozy, dont Arnaud Lagardère s'est présenté comme « le frère », à mettre « de l'ordre dans sa famille. (...) Il y a là une manifestation d'une sorte d'impunité qui est inacceptable. »

Jean-Claude Brialy. La mort d'un dandy du cinéma



Jean-Claude Brialy avait débuté au cinéma en 1956. Il avait connu la célébrité avec Claude Chabrol deux ans plus tard. (Photo AFP)

L'acteur et réalisateur Jean-Claude Brialy est mort, hier, à son domicile, à 74 ans, des suites d'une longue maladie.

Jean-Claude Brialy était né le 30 mars 1933 à Aumale (Algérie). Il avait joué dans une centaine de films au cours d'une carrière qui s'est étendue sur une quarantaine d'années.

Il était apparu pour la première fois au cinéma en 1956 dans « Elena et les hommes » de Jean Renoir.

Il fut notamment l'interprète de Louis Malle (« Ascenseur pour l'échafaud », 1957, « Les amants », 1958), Claude Chabrol (« Le beau Serge », 1958, « Les cousins », 1959), François Truffaut (« Les quatre cents coups », 1959),

Eric Rohmer (« Le genou de Claire », 1970).

Une personnalité de la vie mondaine

Réalisateur, à la télévision et pour le grand écran, il signa notamment une dizaine de films, dont « Eglantine » (1971) et « Les volets clos » (1972).

Personnalité de la vie mondaine parisienne, il était également le propriétaire d'un théâtre de la capitale, « Les Bouffes parisiens ». Il avait tourné son dernier film pour la télévision en 2006, « Monsieur Max » (Gabriel Aghion). L'acteur-réalisateur avait également écrit plusieurs livres de souvenirs à succès : « Le ruisseau des singes » (Robert Laffont, 2000) et « J'ai oublié de vous dire » en 2004 (XO éditions).

Gouvernement. Les ministères redessinés

François Fillon a présenté hier en Conseil des ministres les décrets répartissant les sphères de compétences des différents ministères. Depuis quelque temps, le flou régnait autour des attributions de chacun.

Economie. Bercy a été coupé en deux, entre un ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi (sous la houlette de Jean-Louis Borloo) et celui du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique (Eric Woerth).

Ecologie. Outre l'écologie et le développement durable, le ministère d'Alain Juppé s'occupera des transports et de l'équipement. Il traitera aussi les questions d'aménagement du territoire, d'énergie, des matières premières, de l'industrie et de la mer, sauf la pêche qui reste du ressort de l'agriculture. Ses deux derniers champs d'action étaient auparavant du ressort du ministère de l'Economie. Vu l'étendue de ces prérogatives, un secrétaire d'Etat aux Transports a été nommé : Dominique Bussereau.

Intérieur. Si elle a perdu sa compétence en matière d'immigration au profit de Brice Hortefeux, Michèle Alliot-Marie compte



Le ministère de l'économie était au cœur de la polémique sur les attributions des différents ministres. François Fillon a donc redessiné les attributions précises de Jean-Louis Borloo et Eric Woerth. (Photo AFP)

désormais dans ses prérogatives le domaine de l'Outre-mer.

Santé et Sport. Ces deux ministères étaient autrefois bien distincts. Ils sont désormais regroupés sous l'autorité de Roselyne Bachelot.

Immigration. Brice Hortefeux se trouve lui à la tête d'un « ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité natio-

nale et du co-développement ». Il partage certaines prérogatives des Affaires étrangères (visas, asile, coopération) ou de l'Intérieur. Ce ministère critiqué pendant la campagne s'est vu adjoindre l'intégration et le co-développement.

Travail. La « revalorisation du travail » a été un thème de campagne phare de Nicolas Sarkozy :

un ministère, regroupant le « Travail, les Relations Sociales et la Solidarité » a donc été mis en place. Il est dirigé par Xavier Bertrand, ancien porte-parole du candidat Sarkozy, ancien ministre de la Santé et fin connaisseur des dossiers de protection sociale. Il doit également s'occuper des droits des femmes, de parité et d'égalité professionnelle.

Edition. « Il faut faire vite » pour sortir la France de la crise

Xavier Guilhou est un spécialiste de la gestion des crises. Il est intervenu notamment au Liban, en Pologne, en Argentine, en Allemagne. Depuis trois ans, il travaille à la demande des financiers sur le « risque français souverain ». Dans un ouvrage intitulé « Quand la France réagira », il fait part de ses réflexions sur la crise française et des possibilités d'en sortir... « à condition de faire vite ».

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

J'entends des gens me dire qu'on n'arrive plus à comprendre notre pays, que l'on est en plein décrochage. L'été dernier, j'ai décidé d'écrire ce livre à partir de mes diverses expériences. Deux choses m'ont amené à poser ma réflexion. D'abord, les émeutes de banlieue et les 200 zones de non-droit existant en France. À cette époque, les financiers ne sentaient pas la capacité des politiques de reprendre la situation en main. Ils m'ont demandé d'évaluer le risque français. Dans ce livre, j'ai essayé de clarifier la situation. Y a-t-il une crise ou pas ? Spécifique ou pas ?

Quel constat faites-vous ?

Sans faire de « déclinisme », on constate que des indicateurs sont au rouge. Mais je suis convaincu qu'on peut encore agir. Les erreurs de comportements et de gouvernance n'ont pas atteint des seuils irrémédiables. Mais il ne faut pas tarder. Pour la première fois, les candidats à la présidentielle ont parlé de la crise. Tout le monde admet qu'il se passe quelque chose. Les questions identitaires et sécuritaires ont été abordées. On a parlé de la dette publique et du problème des migrations.

La France est-elle le seul pays à connaître une telle crise ?

D'autres pays ont connu des situa-



« Faut-il se résigner à l'implosion qui menace le pays ? Un réveil spectaculaire de la France est-il encore possible ? » Dans son dernier ouvrage, Xavier Guilhou répond à ces interrogations en s'appuyant sur son expérience internationale. (Photo C.T.)

tions équivalentes et s'en sont sortis. Exemple : le Canada et ses 65 % d'endettement, il y a quatorze ans. C'est aujourd'hui le pays le plus branché au monde et le plus innovant. En Europe aussi, plusieurs pays ont revu leur mode de fonctionnement. L'Allemagne a pris des décisions pour faire face à la mondialisation en reconsidérant sa dette, son système de retraites et en se fiant à son réseau de PME-PMI. Tous les grands groupes sont confrontés à la brutalité de la mondialisation. C'est l'une des sources d'angoisse des Français alors que ce sont nos PME-PMI qui font vivre notre pays.

Comment sortir de cette crise ?

Il faut que la France soit drastique

sur sa dette publique. Elle doit réformer ses institutions et son administration. Il faut rétablir l'autorité de la République. La sortie de crise sera engagée lorsque les questions sécuritaires et identitaires auront été abordées, que l'on se sera penché sur les problèmes des migrations, de la dette publique, dont 67 % servent aujourd'hui à acheter la paix sociale. Il faut arrêter toute décision qui augmente la dette, stopper l'hémorragie financière, élarger dans toute l'administration, les services publics, les agences ou les comités qui ne servent à rien. Ce sont les pouvoirs politiques qui depuis trente ans nous ont amenés à cette situation. Ils n'ont pas été assez inventifs sur l'économie, et notamment sur les télécommunications et internet. La vraie révolution

sera de développer les réseaux locaux et investir dans les PME-PMI. Il faut mettre en place un dispositif pour permettre aux jeunes qui ont un profil d'entrepreneur de reprendre des entreprises afin d'éviter qu'elles ne soient rachetées par des fonds de pension. La renaissance viendra du peuple, pas du haut. Je ne suis pas inquiet, le terreau est très fort.

Propos recueillis par Cathy Tymen

« Quand la France réagira »

Essai publié aux éditions Eyrolles, 19 euros. En vente dans les librairies ou sur internet : www.editions-eyrolles.com ou www.xavierguilhou.com